

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

| | | | |
|--------|--------|----------|----------|
| 1 An | 6 Mois | 3 Mois | 1 MOIS |
| 18 fr. | 9 fr. | 4 fr. 50 | 1 fr. 50 |

« Les Alliés, dit l'économiste anglais Crammond, devraient s'entendre pour mettre et payer en commun leurs dépenses de guerre, qui, à la fin de ce mois, s'élèvent à 215 milliards. »

Avant la Conférence

Combien d'articles avons-nous écrits sur la nécessité pour les alliés non seulement d'unir, mais d'unifier leurs forces et leurs efforts ? Nous avons trop ardemment mené cette campagne pour ne pas nous réjouir plus que personne de la conférence qui s'ouvre aujourd'hui. Ce grand « conseil de guerre » où, pour la première fois, seront représentés tous les alliés, réalise enfin sous la forme la plus complète et la plus efficace cette unité de direction, qui demeure, ne nous lassons pas de le redire, la première condition de la victoire.

Encore serait-ce méconnaître le sens des mots et les exigences de la réalité que de borner à l'étude des questions strictement militaires le programme de ce grand conseil ; car les questions économiques s'imposent à son attention avec une égale urgence.

Dira-t-on qu'il sera bien assez tôt de les résoudre, quand le succès définitif de nos armes nous permettra de discuter à loisir les conditions de la paix ? Funeste erreur, qui suffirait à compromettre la victoire ! Qui ne voit, en effet, que, dans la présente lutte, deux guerres se développent parallèlement et solidement, l'une proprement militaire et l'autre économique ? Celle-ci continue celle-là, et va peut-être l'achever. S'il semble exagéré ou aventureux de prétendre qu'il faudra demain chercher la « décision » sur le terrain commercial et industriel, il éclate du moins à tous les yeux clairvoyants que le vainqueur ne sera pas seulement l'adversaire le mieux armé, mais économiquement le plus fort.

Par quel accord précis les alliés vont-ils donc assurer tout à l'heure cette solidarité économique, qui n'importe pas moins à leur succès commun que le concert de leurs armes ? Sans doute, à la conférence, ils commenceront par se demander : « Comment allons-nous obtenir ce que nous voulons ? » Mais cette question en suppose une autre, qu'il semble difficile de passer sous silence : « Et d'abord, qu'est-ce que nous voulons ? »

La fin commande les moyens. Il ne suffit pas de dire : « La fin, c'est la victoire. » J'entends d'ici le réaliste M. Hughes, le premier ministre d'Australie, interroger placidement : « Qu'entendez-vous par là, mes amis ? Qu'appellez-vous au juste la victoire ? »

Ne nous payons pas d'un mot, si beau qu'il soit. La guerre coûte déjà aux alliés 215 milliards, et ce n'est pas fini. Qui réglera la « dou-loureuse » ? Il commence à être temps d'y songer.

Gustave Téry

NOUVEAUX CHIFFONS DE PAPIER

Lorsque les Boches pillèrent la Belgique avec cet esprit de méthode, ce sens de l'organisation qui leur avait valu l'admiration du monde entier, ils délivrèrent aux victimes des bons de réquisition parfaitement en règle, avec des timbres multiples et des signatures d'autant plus authentiques qu'elles étaient illisibles.

Ce bon de réquisition était gagé par le Trésor. Seulement, dans l'esprit des Boches, le pillage est un droit de conquête, un privilège de vainqueur. Et le bon de réquisition constituait une farce supplémentaire dont on gratifiait l'envahi, lequel ne devait s'occuper que plus tard toute l'acreté de l'amère plaisanterie.

Les Belges dépouillés étaient, pour la plupart, en relations d'affaires avec des commerçants allemands avant la guerre.

Parmi ces commerçants allemands, ils comptaient des créanciers qui firent présenter leurs traites à échéance.

Et il vint aux débiteurs une idée toute naturelle, celle de payer leurs créanciers allemands avec des bons de réquisition allemands payables sur le Trésor allemand.

Un avis fut aussitôt publié à Berlin et à Cologne, invitant les créanciers boches à refuser en paiement les bons de réquisition délivrés aux maisons belges, « ces bons étant trop difficilement négociables pour le moment ».

Après la guerre, on verrait. C'est tout vu, évidemment. Le barbier qui devait raser gratis demain était un raseur boche, et les chiffons de papier semblent procéder d'une tradition encore plus ancienne que le mot de M. de Bethmann-Hollweg.

L'Ouvrier

MM. Salandra et Sonnino sont arrivés hier soir à Paris pour participer à la Conférence des Alliés dont la première séance aura lieu aujourd'hui. La capitale leur a fait un accueil enthousiaste.

M. Asquith, M. Edward Grey et lord Kitchener sont également arrivés à Paris dans l'après-midi d'hier.

La Société des Gens de Lettres a procédé à l'élection des membres nouveaux de son comité. Parmi les élus, l'abbé Wetterli.

Sur le front, duel d'artillerie. A la Sorbonne, M. Marcel Sembat a exposé ses idées sur la lutte contre l'alcool.

Les grands noms

Je me demande s'il peut y avoir une œuvre plus sympathique, mieux faite pour dénouer les cordons de ma bourse, que celle-ci, dont je recevais hier le prospectus, sobre, net, qui dit en trois phrases ce qu'il faut dire :

« Nous avons réuni plus d'un demi-million pour nos autos-ambulances. Envoyez-nous 1, 5, 10 ou 20 francs. Chaque nouvelle voiture donnée par nous aux armées sauvera des soldats français. »

Le but est magnifique. La somme demandée est minime. Aucun effort à faire : glisser mon billet de cent sous dans une enveloppe qu'on m'envoie toute préparée, et jeter le tout dans la première boîte aux lettres.

Cependant cet effort, je ne l'ai pas encore fait. J'hésite. Pourquoi ? Les noms qui sont à la tête de cette affaire ne m'inspirent-ils pas confiance ? Au contraire ! Ils sont éblouissants, ces noms ! Deux princesses de sang quasi royal (princesses Murat et Poniatowska), deux Rothschild (baronne Henri et baron de Zuylen), un opulent membre de l'Institut (Raphaël-Georges Lévi), et deux ou trois autres encore (M. Fould, du quai Debilly, ou Mme Stern, de l'avenue Montaigne) dont l'adresse seule évoque des palais. A une banque qui afficherait un pareil conseil d'administration, je n'hésiterais pas à confier toutes mes économies.

Mais j'hésite à lui envoyer cent sous. Me voyez-vous faisant l'aumône à une Rothschild, ou à ce M. Fould qui habite un si beau palais ? Ils me jurent que ma thune leur rendra les plus grands services. Ils sont bien honnêtes, mais je crois qu'ils disent ça pour me faire plaisir, pour ne pas m'humilier. Vous pensez que, si ces gens-là ont besoin de cent sous, ils n'attendent pas après moi pour les leur fournir !

Entre amis, ils ont réuni un demi-million pour l'œuvre qui leur tient au cœur. Il leur faut davantage ? Mais leurs noms réunis représentent un demi-million ! Et ils balanceraient à donner derechef un million de leur fortune pour alléger les souffrances de nos blessés ? Vous voulez rire.

Mais ils n'ont pas que cette œuvre. Chacun d'eux en soutient trois ou quatre autres ! — Alors, pourquoi donner mes cent sous à cette œuvre-ci plutôt qu'à celles-là ? Ah ! si le prospectus était signé Mme Durand ou Mme Dupont, femme d'un petit docteur ou d'un humble employé, qui aurait commencé par y mettre tout son pauvre argent, avec quel élan j'ajouterais le mien ! Mais des princesses et des millionnaires qui font la quête, ça me donne envie de leur dire : « Eh bien, et vous ? Vous n'y croyez donc qu'à moitié, à votre œuvre, puisque vous ne lui donnez pas tout ? »

Noblesse oblige. Il y a des noms qui n'ont pas le droit de crier à l'aide.

Maurice de Waleffe

SUR LE FRONT RUSSE

Le front russe semble se réveiller d'un long sommeil. L'activité, déjà marquée par quelques succès pour nos alliés, est-elle le prodrome d'opérations plus vastes ou bien s'éteindra-t-elle, comme cela advint en Bukovine au mois de janvier dernier ?

Les premières nouvelles parvenues de ces opérations, entreprises subitement le 1^{er} mars dernier, sont encore trop imprécises pour autoriser le moindre pronostic. Il est même difficile de déterminer si celles-ci font partie d'un plan d'offensive générale ou répondent à quelque nécessité immédiate ou particulière.

L'aile droite russe est maintenant aux ordres de Kouroupatkine, qui commande en chef pendant la plus grande partie de la guerre russo-japonaise, en 1905. Il a remplacé Russki. Ses troupes sont, partie face au sud-ouest, de Riga à Dwinsk, partie face à l'ouest, de Dwinsk à la Vilia.

La forme concave de ce dispositif eût été considérée autrefois comme très avantageuse et favorable à l'encercllement des armées de Hindenburg qui lui font face.

La force de résistance que les tranchées donnent actuellement aux moindres arrière-gardes a diminué la valeur des formations géométriques si chères aux stratèges d'autrefois. Les Russes nous ont montré eux-mêmes que les tentatives d'encercllement les mieux combinées devenaient maintenant illusoires.

Quoi qu'il en soit, nos alliés, dont le rayon d'action autour de Riga et de

core plus hautes, son champ offensif — pour parler le langage des jeunes — est fort bien choisi. Le moindre succès conduirait ses troupes sur la voie ferrée Vïna-Dwinsk, artère vitale — autre expression à la mode — de l'armée de Below.

Mais ne prévoyons pas l'avenir de si loin. La guerre moderne se conduit à moins vive allure.

Si nous passons maintenant au terrain compris entre Vïlia et Pripet, nous constatons une cristallisation uniforme de part et d'autre. Les effectifs y sont, j'imagine, réduits au minimum par les emprunts faits en vue d'autres objectifs.

L'offensive russe y est improbable, en raison des formidables défenses qu'elle rencontrerait sur le Niemen, le Bug, et dans le pays intermédiaire. Quant aux Allemands, ils ne semblent pas soucieux de s'embourser de nouveau dans les marais de Pinsk, prêtant leur flanc, à droite, aux Russes de Kovno et, à gauche, à ceux de Minsk.

Au sud du Pripet commande Ivanoff : aile droite sur le Styr, partie sur une rive, partie sur l'autre ; centre sur la Strypa ; aile gauche, en Bessarabie.

Sur tout ce front, l'activité a été continue, mais la situation stratégique ne s'est jamais modifiée.

Par instants, nous avons cru que ce chef ardent réussirait à déboucher, soit de Tarnopol ou de Buhacz sur Lemberg, soit de la frontière de Bessarabie sur Czernowitz. Toujours la riposte est venue à temps.

Sera-t-il plus heureux désormais, maintenant que de récents combats sur le Dniester lui ont livré Uciezku, assurant une liaison convenable entre son centre et sa gauche ? Ce fait d'armes est d'un bon augure.

En résumé l'activité est grande aux deux ailes du front oriental. En esquissant la situation initiale, nous avons pour but de comprendre les événements que cette activité prépare et dont la répercussion se fera certainement sentir à Verdun et ailleurs.

Général Verraux

LA GUERRE AÉRIENNE

Dans la nuit du 25 au 26 mars, deux de nos avions ont lancé seize obus de gros calibre sur des bivouacs ennemis, à NAUTILLOIS et à MONTFAUCON.

Ce matin, un de nos pilotes a abattu un avion allemand qui est tombé près de nos lignes, dans la région de DOUAMONT.

Les Communiqués

15 heures

A L'OUEST DE LA MEUSE, bombardement très violent au cours de la nuit des secteurs MALANCOURT-ESNES-COTE 304, sans action d'infanterie.

Quelque activité d'artillerie en WOËVRE.

AU BOIS LE PRÊTRE, deux coups de main dirigés sur nos tranchées de la CROIX-DES-CARMES ont été repoussés par notre fusillade. L'ennemi a dû se retirer, laissant quelques morts sur le terrain.

DANS LES VOSGES, nous avons canonné des convois de ravitaillement à WATWILLER.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

23 heures

EN ARGONNE, concentrations de feux sur les nœuds de communication en arrière du front ennemi. Nous avons bombardé des convois de ravitaillement au NORD D'APREMONT.

A L'OUEST DE LA MEUSE, bombardement violent entre le village et le bois de MALANCOURT et sur nos positions de deuxième ligne. Aucune action d'infanterie. A L'EST DE LA MEUSE et en WOËVRE, canonnade intermittente. Notre artillerie s'est montrée très active sur tout l'ensemble du front, notamment dans la région de GRIMAUCCOURT, où un tir de nos batteries a provoqué plusieurs explosions, et dans la région de HARVILLE, où nous avons dispersé un important convoi.

A L'OUEST DE PONT-A-MOUSSON, un tir de nos canons de tranchées dirigé sur des abris allemands a déterminé l'explosion d'un dépôt de grenades. Bombardement de la gare de VIGNEULLES-LES-HATTONCHATEL par nos pièces à longue portée.

DANS LES VOSGES, activité de notre artillerie sur les organisations allemandes de la vallée de la FECHT.



Dwinsk n'a fait que s'accroître, possède-t-elle d'excellentes têtes de pont sur la Duna, en vue d'une offensive ultérieure. Entre ces deux places, ils occupent les hauteurs de la rive droite du fleuve, contre lesquelles les attaques les plus vives de l'armée de Below ont toujours échoué.

Les Allemands n'ont cependant point renoncé à les prendre : ils attendent, pour cette dernière, le concours de leur flotte, une fois la mer libre de glaces. Ils reprendraient ensuite la marche sur Pétrograd, interrompue l'automne dernier. L'accumulation d'artillerie et la construction de voies ferrées en Courlande ne peut laisser subsister aucun doute à cet égard.

Je ne serais point étonné que l'initiative prise par les Russes dans la région entre Dwinsk et Vïlia eût pour but de les en empêcher, en inquiétant leur flanc gauche. La région en question, depuis le lac Drisvialy, au nord, présente, sur un front de 100 kilomètres, un terrain peu accidenté, peu couvert, où des lacs ont remplacé d'anciens glaciers. Ces lacs sont reliés par les cours d'eau, coulant tous du nord au sud.

Kouroupatkine en tient tous les débouchés, et c'est à leur sortie que se livrent les combats actuels.

Si les visées de ce général sont en-

L'ARRIVÉE des Ministres italiens

Paris acclame ses hôtes

MM. Salandra et Sonnino qui sont arrivés hier à Paris, où ils viennent assister à la Conférence des Alliés, ont été reçus comme ils méritaient l'être. La réception fut chaude, enthousiaste, malgré les tristesses et les deuils de la guerre. Une foule innombrable s'était portée au devant des éminents hommes d'Etat italiens pour leur exprimer la sympathie du pays et les remercier d'avoir, à une heure où il y avait quelque mérite à le faire, affirmé la solidarité de l'Italie, notre sœur latine, dans un idéal commun de liberté et de civilisation.

Le train de Modane, dans lequel se trouvaient MM. Salandra et Sonnino, était entré à huit heures un quart en gare de Chambéry. Tandis qu'un peloton de hussards présentait les armes et que les trompettes sonnaient aux champs, le préfet de la Savoie, le général Baugillot, le consul général d'Italie et le maire de la ville montaient dans le train pour saluer nos hôtes. Au préfet qui leur souhaitait la bienvenue au nom de la France, M. Salandra répondit qu'il était heureux de se reconstruire avec les représentants de cette Savoie, qui fut le berceau des rois d'Italie, et d'exprimer à la France l'assurance des sympathies du peuple italien.

Quand le train qui s'était arrêté à peine cinq minutes reparti, les ministres furent salués par des cris nourris de : « Vive l'Italie ! »

A la gare de Lyon

La gare de Lyon qui venait déjà de recevoir deux hôtes illustres, le général Cadorna et le prince héritier de Serbie, a reçu également le président du Conseil et le ministre des affaires étrangères italiens. L'affluence était telle, longtemps avant l'heure signalée pour leur arrivée, qu'un service d'ordre très important devait être organisé aussi bien sur le parcours que devant suivre le cortège qu'aux abords de la gare.

Les personnages officiels avaient seuls accès sur le quai n° 1. Il y avait là, arrivés quelques instants avant cinq heures : M. Aristide Briand, président du Conseil, entouré de plusieurs ministres : M. Bourgeois, qui l'avait accompagné en Italie ; M. Viviani, le général Roques, l'amiral Lacaze, M. Malvy, M. Albert Thomas, qui revient de Londres, où il a eu une conférence avec M. Lloyd George au sujet des munitions. Et encore, le généralissime Cadorna, également rentré de Londres ; M. Tittoni, ambassadeur d'Italie à Paris ; MM. Mithouard et Paris, présidents du Conseil municipal et du Conseil général ; les préfets de la Seine et de police ; M. Alpy, M. Gustave Rivet, vice-président de la Ligue franco-italienne.

Il était cinq heures moins une, lorsque le train spécial est entré en gare. L'apparition de M. Salandra et du baron Sonnino a été saluée par des acclamations qui allaient à leurs personnes et à l'Italie. M. Aristide Briand les a immédiatement présentés à ses collègues du cabinet, pendant que, sur le quai, une compagnie présentait les armes et que la musique du régiment jouait les hymnes nationaux. Les présentations se sont poursuivies dans le bureau d'un sous-chef de gare, qui a été transformé en salon de réception élégamment décoré. Le général Dall'Ohio, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, qui participera aux travaux de la conférence, s'est immédiatement entretenu avec son collègue français.

Nos hôtes sont accompagnés de MM. di Martino, secrétaire général du ministère des affaires étrangères ; Al-drovandi, chef du cabinet de M. Sonnino ; Ostri, secrétaire particulier du président du Conseil ; Bacolla, secrétaire particulier du ministre de l'intérieur ; de Morsier, secrétaire particulier du ministre des affaires étrangères ; Degrossi, chancelier du ministre des affaires étrangères ; les capitaines Cogo-gno et Canda, du sous-secrétariat des munitions, ainsi que du sous-lieutenant Salandra, fils du président du Conseil.

Les acclamations

Dès que les ministres italiens arrivèrent dans le hall de la gare, ce fut une immense acclamation qui se continua jusqu'à la place Vendôme. La foule, très dense et difficilement maintenue par les cordons d'agents, agitait les mains, les chapeaux et jetait des fleurs au passage des automobiles. On criait : « Vive l'Italie ! » MM. Salandra et Son-

nino, puis les officiers qui venaient ensuite étaient l'objet d'interminables ovations.

Le cortège, précédé et suivi de gardes à cheval, est arrivé à cinq heures et demie place Vendôme, où des appartements avaient été retenus pour nos hôtes à l'hôtel Bristol. M. Briand, salué par la foule, s'en retourna à quelques instants après au ministère des affaires étrangères, et les ministres italiens se rendaient ensuite à l'Élysée, où ils étaient reçus par le président de la République. Le soir, ils ont dîné dans l'intimité avec le président du Conseil.

Le temps des représentants de notre amie et alliée l'Italie sera entièrement pris par la conférence. Aujourd'hui, ils assisteront au déjeuner offert au ministère des affaires étrangères par M. Briand, et demain, ils prendront part à celui que le président de la République donnera à l'Élysée en l'honneur des délégués à la conférence. A trois heures, ils seront reçus à l'Hôtel de Ville par la municipalité, et le soir ils dîneront à l'ambassade d'Italie.

Le dîner du Quai d'Orsay

Le président du Conseil a offert hier soir un dîner en l'honneur des membres du gouvernement italien : MM. Salandra, président du Conseil ; le baron Sydney-Sonnino, ministre des affaires étrangères ; le général Dall'Olivo, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, et du général Cadorna. Assistaient au dîner : l'ambassadeur d'Italie, M. de Martino, secrétaire général du ministère royal des affaires étrangères ; le comte Aldrovanti, MM. Bardassare, Datri, Bacolla, de Morsier, les capitaines Cigognan et Canda, le lieutenant Salandra et le personnel de l'ambassade. Étaient également invités : les présidents du Sénat et de la Chambre, les ministres et sous-secrétaires d'Etat, les anciens ministres des affaires étrangères et le haut personnel du ministère.

Toast de M. Briand

À la fin du dîner, M. Briand a porté le toast suivant :

Monsieur le Président, Il y a quelques instants, Paris vous donnait le salut grave et cordial de toute la France et vous avez pu sentir comment son cœur battait à votre passage par ses rues, ceux qui nous apportent le cœur de la noble Cité romaine et l'écho des grandes voix populaires par où s'est une fois de plus révélée l'Italie. Au nom du gouvernement de la République, je souhaite la bienvenue aux hôtes illustres dont la présence nous est un si précieux gage d'amitié.

Il y a peu de semaines, à Rome, nous avons vécu d'inoubliables journées. Dans la ville où les siècles ont accumulé tant de gloires, comme sur la terre reconquise où s'affirme la ténacité valeureuse des descendants de vos antiques légions, nous avons compris comment s'était renouvelée l'âme ancienne, l'âme héroïque de la race privilégiée entre toutes. Nous avons vu avec quelle foi dans ses immortelles destinées l'Italie, terre d'action et de rêve, ardeur et révélation, en même temps qu'elle poursuit sa dernière guerre d'affranchissement national, participe à la lutte gigantesque qui doit assurer le triomphe de la vraie civilisation dans la dignité et la liberté des peuples.

L'Italie est entrée dans la guerre, alors que la grande tragédie des sacrifices qu'elle impose apparaissait déjà comme sans exemple dans le passé. C'est librement, en pleine conscience de son acte, qu'elle s'est offerte à payer à la cause du droit et de la justice son tribut de nobles souffrances. Un tel geste qui la grandit encore, s'il est possible devant l'histoire, lui vaut notre fraternelle gratitude.

Tandis que sur tous les points de l'immense front de guerre, et sous des drapeaux divers, nos innombrables soldats ne sont qu'un seul peuple en armes et que se livre la bataille acharnée, tandis que le plus redoutable des ennemis cherche, en des attaques furieuses, à saisir cette victoire décisive qu'il nous a lui seul drapeaux, et qu'en ce moment même nous nous battons, vous êtes venus, comme nous nous battons à Rome, donner au monde une nouvelle preuve de la solidarité de pensée qui, dans tous les domaines, précède à l'action des alliés.

Qu'il s'agisse de la conduite de nos entreprises militaires ou navales ou de la lutte économique contre l'ennemi commun, votre présence ici témoigne hautement que tous nos efforts, si diversifiés et si complexes qu'ils doivent être, obéissent à une impulsion concertée.

Dans la poursuite intensive de la guerre, l'unité de vues, de but, d'action est la condition même du succès ; elle est le fondement le plus solide de notre résolution de vaincre et de nous inébranlable confiance dans le triomphe de notre cause. Je lève mon verre en l'honneur de Leurs Majestés le Roi et la Reine d'Italie, de Sa Majesté la Reine Mère et des membres de la famille royale.

Je prie Votre Excellence de trouver ici pour Elle et pour les membres du gouvernement royal l'expression des vœux que la France entière forme pour la gloire de l'Italie et pour la gloire de ses armes.

Réponse de M. Salandra

M. Salandra a répondu par le toast suivant :

Monsieur le Président, Venant comme représentant de l'Italie porter à la France, à son peuple si noblement calme, fier et résolu, à son armée si vaillante et si héroïque l'expression de notre solidarité, de notre fraternité et de notre admiration, je trouve dans cette merveilleuse ville de Paris le même accueil, chaleureux et enthousiaste qui vous a accompagné pendant votre séjour dans l'éternelle Rome. Mon âme, à partant, éprouvé successivement les mêmes impressions et émotions qui ont fait jadis vibrer la vôtre, et les sentiments que vous venez d'exprimer avec tant d'ardeur et d'éloquence, sont les miens. Ils trouveront, soyez-en sûr, dans la nation italienne tout entière, la correspondance plus parfaite et l'écho le plus sympathique. Les traditions, les principes, les aspirations des deux peuples les appellent à défendre ensemble la cause de la justice, du droit, du respect des petits États, de la rédemption des nationalités opprimées ; à cette cause nous restons fidèles et la signature de la paix devra en consacrer le triomphe.

La confiance dans ce triomphe a été toujours inébranlable en nous. Elle trouve déjà dans les derniers heureux événements et elle trouvera davantage dans ceux que prépare l'union de tous les alliés, solennellement affirmée par leur présence à Paris, la plus éminente confirmation. Reconnaissons au gouvernement de la République, c'est avec ces sentiments que je lève mon verre en l'honneur du Président de la République, de la noble et généreuse nation française et de sa glorieuse armée.

Hors d'Œuvre

Mariez-vous donc !

À la suite d'un récent article, je reçois un volumineux courrier émanant de gens qui voudraient bien se marier et qui ne peuvent pas. C'est toujours difficile. C'est quelquefois trop cher.

Une jeune veuve m'écrivit :

Le mariage est hors de prix. Je voudrais épouser un homme qui est divorcé. Or, il me faut : mon acte de naissance, l'acte de décès de mon père, le consentement de ma mère et l'acte de décès de mon mari. En outre : l'acte de décès de mon père de mon fiancé, l'acte de décès de sa mère, le jugement de divorce qui l'a séparé de sa première femme et son acte de naissance. Tous ces actes sur timbre et enregistrés : au total, plus de 20 francs de frais préliminaires... Or, faute de ressources, je touche l'allocation... Si je demande 25 sous à l'Etat, ce n'est pas pour lui verser 20 francs en vue d'un bonheur hypothétique.

À la bonne heure ! Voilà une dame qui ne se fait pas d'illusions. Elle a déjà fait une expérience.

Mais voici une lettre qui est de nature à la consoler tout à fait :

Je suis mobilisé. J'ai des raisons très, très sérieuses pour vouloir divorcer. J'ai été trouver un avocat qui m'a dit de constituer avoué. L'avoué me demandera deux ou trois cents francs de provision en attendant la solution qui me coûtera au total mille ou douze cents francs. Je ne puis obtenir l'assistance judiciaire, car avant la guerre je payais des contributions ; mais actuellement mes moyens ne me permettent pas le luxe d'un divorce... Je dois donc laisser à l'indésirable épouse, gardienne de la communauté en l'absence du mari, la latitude de vendre ou de démanteler mon mobilier qui représente plusieurs années de travail... Est-ce juste ?

Je ne puis qu'approuver la dame veuve qui ne veut pas dépenser vingt francs pour un bonheur hypothétique... Mais je suis très embarrassé pour donner un conseil à l'époux empêtré dans le lien conjugal. Il y aurait peut-être une solution pour lui : profiter d'une permission pour venir flanquer son épouse à la porte, à laquelle il mettrait un solide cadenas.

Mais, outre que personne ne doit se faire justice soi-même, où trouver un cadenas assez solide pour « tenir » jusqu'à la fin de la guerre ?

ZETTE.

Pour les auxiliaires

Le commandant d'armes de la place de (caserne Charras) contraindra les soldats du service auxiliaire de la section C. O. A. à être à 5 h. 55 précises du matin à l'appel.

Ces militaires sont donc obligés de se trouver hors de chez eux avant 5 heures du matin. Or, les règlements militaires sont formels, aucun soldat de camp retranché de Paris ne doit se trouver dans les rues entre 20 heures 30 et 6 heures.

Le Parlement s'est occupé, à juste titre, de la reprise de la vie économique, et M. le ministre de la guerre l'a tellement bien compris que des ordres avaient été donnés aux commandants de dépôts de faciliter dans la mesure du possible aux auxiliaires de s'occuper de leurs affaires commerciales ou industrielles.

La mesure qui vient d'être prise à et qui équivaut à la suppression pure et simple de la carte de couchage, va directement à l'encontre de ces intentions.

L'enfant du crime

C'est la Cour d'assises de l'Aveyron qui, la première, a été appelée à résoudre au point de vue pénal ce problème agaçant : « Une femme victime des odieux attentats allemands a-t-elle le droit de supprimer l'enfant issu du crime ? »

Il s'agissait d'une jeune femme qui, habitant la région de Péronne, avait été violente par les héros du kaiser. Par la suite, évacuée à Rodez, elle avait mis au monde un enfant qu'elle avait aussitôt étranglé.

Voici le jugement de la Cour d'assises de l'Aveyron, jugement que nous nous interdisons d'apprécier ou de commenter :

« L'accusée est condamnée à deux ans de prison, avec application de la loi Bérenger. »

Pour un danseur !

Le danseur Nijinski vient de quitter la Hongrie et s'est embarqué pour New York. Le gouvernement autrichien a bien voulu « prêter » Nijinski aux Etats-Unis, à condition que Nijinski, sujet russe, ne retournerait pas en Russie.

Mais ce qui est véritablement merveilleux, c'est le récit des négociations auxquelles a donné lieu cette transaction, et que la presse des deux mondes enregistre avec une étonnante gravité.

La libération de Nijinski a été obtenue par l'intermédiaire de l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Frederick C. Penfield, après une démarche faite personnellement par Mme Nijinski auprès du baron Burian, ministre des affaires étrangères d'Autriche.

Le voyage de Nijinski de Suisse en

France et son départ pour les Etats-Unis ont été facilités beaucoup par le dévouement de M. Henry Russel, directeur du Théâtre des Champs-Élysées, qui est un ami intime de M. Otto Kahn, président du Conseil d'administration du Metropolitan Opera House de New-York.

Il est infiniment probable que le torpillage du Sussex donnera beaucoup moins de travail à la diplomatie américaine.

Renseignements aux familles

Il existe à l'École de guerre un bureau de renseignements aux familles des blessés. Des auxiliaires recopient, d'après des feuilles établies par les majors, tous les renseignements intéressants, y compris la nature des blessures.

Voici quelques étonnantes traumatismes relevés sur les fiches individuelles :

Plaie abominable à 30 mètres du lomb (lisez : plaie abdominale à 30 m du nombril).

Incohérence d'urine (lisez : incontinence) Cicatrice vénéreuse (?) 2^e métacarpien avec importance visuelle des doigts (lisez : impotence fonctionnelle).

Pied macabré (?). Gros fracas articulaire coude droit (lisez : grosse fracture).

Insuffisance antique (lisez : insuffisance aortique).

Accidents vestiaires (lisez : accidents tertiaires).

1^{er} escadron chevaliers de la Manche (lisez : obalutiers de la Manche).

Vous pensez sans doute qu'il n'est pas si difficile de recopier des fiches sanitaires.

Mais les médecins, par tradition et par esprit de corps, ont une si mauvaise écriture...

Les beaux titres

Voici le plus beau, le titre qui, actuellement, pourrait convenir à n'importe quel article, à n'importe quelle rubrique. Nous le trouvons dans la France de Bordeaux et du Sud-Ouest :

DIEU ! QUE LES HOMMES SONT BÊTES !

Mais c'est seulement, à la rubrique théâtrale, le titre d'une pièce en cours de représentation dans un théâtre bordelais.

Villégiatures

Relevé dans un journal parisien, sous la rubrique Déplacements et villégiatures de nos abonnés :

Monsieur R... B..., ancien avoué, décédé à l'âge de 71 ans.

Personne ne peut contester qu'il s'agisse d'un déplacement sérieux.

À l'étalage

À la vitrine d'un magasin d'articles en caoutchouc, situé au commencement du boulevard de Sébastopol, s'étalent ouvertement, cyniquement, une série d'appareils anticonceptionnels pour les deux sexes.

L'exposition de semblables objets, sur une voie aussi fréquentée, est de nature à éveiller chez certains adolescents une curiosité malsaine, qui peut les induire à des velléités d'imitation.

En tout cas, il semble qu'il y ait là une manière d'outrage public à la pudeur très caractérisé.

La police surveille les journaux et les images offerts au public ; le préfet de police examine lui-même les chansons et les vaudevilles dont sa pudeur ombrageuse est prompt à s'alarmer. Mais aucun règlement n'a prévu les articles en caoutchouc. Il est vrai que cet oubli est facile à réparer.

Les Chansons et la Censure

Chaque artiste chantant une chanson dans un concert ou music-hall doit remettre cette chanson en deux exemplaires à la censure, aux fins de visa... même si cette chanson a déjà été cinquante fois chantée dans d'autres établissements ou par d'autres artistes.

Constatant ce fait, notre confrère Toby, du *Main*, établit une statistique : Pour soixante concerts, vingt artistes chantent en moyenne trois chansons par jour (changement de spectacle deux fois par semaine) :

60 x 20 x 3 x 2 x 4 x 2 = 57.600.

Soit, par mois, cinquante-sept mille six cents exemplaires à imprimer, porter, lire, viser, classer, retourner, etc... Cinquante-sept mille six cents coups de tampon à donner par les auxiliaires de la censure !

Want économiser cette dépense d'énergie musculaire, qui trouverait un emploi beaucoup plus profitable dans les fabriques de munitions, Toby propose une solution qui consisterait à donner un numéro aux chansons précédemment visées.

Il suffirait de porter au programme : Au Clair de la Lune (n° 812 — Autorisé).

Mais l'inventeur de ce système estime avec raison qu'il est beaucoup trop simple pour être adopté.

La question des Camions

Tout le monde — sauf, bien entendu, M. Accambray — rend hommage à la façon brillante dont les services automobiles de l'armée se sont acquittés de leur rôle, depuis quatre semaines, autour de Verdun. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que c'est grâce à eux que les mouvements de troupes et les ravitaillements en vivres et munitions ont été parfaitement assurés, nonobstant l'infériorité relative — du réseau ferré dont nous disposons. Tant et si bien qu'un officier supérieur a pu qualifier devant nous la bataille de trente jours du nom, appelé peut-être à devenir historique, de « bataille des camions ».

Si donc on a pu reprocher, non sans vraisemblance, le cas échéant, à l'administration de la guerre de manquer d'artillerie lourde, de mitrailleuses, d'obus ou d'avions, on ne saurait lui reprocher de manquer d'automobiles. Et comme, en pareille matière, pour en avoir assez, il faut en avoir trop, il est permis de dire que l'administration de la guerre a trop de camions. Le fait est que, en outre de tous ceux qui circulent, en interminables files, le long des routes, on ne compte plus les parcs où elle peut puiser « jusqu'à la gauche » de quoi remplacer les voitures détruites, perdues ou mises hors d'usage.

Assurément, l'existence de copieuses réserves de ce genre est indispensable en vue d'une surprise ou d'un coup de collier. Mais il est évident que l'administration de la guerre est, de ce chef, plus que suffisamment parée pour faire face aux éventualités les plus improbables et même les plus fantastiques. Je n'en veux d'autre preuve que ce fait qu'elle trouve le moyen de louer à des industriels, moyennant des prix variant de 15 à 35 francs par jour, pas mal de ses camions. C'est donc qu'elle en a de reste.

Et ceci nous amène à envisager l'autre côté de la question, celui qui, pour relever de la vie civile, n'en intéresse pas moins la défense nationale. Vidées de leur personnel, en vertu du sacro-saint principe d'égalité, au moment de la mobilisation, nos usines françaises d'automobiles avaient dû suspendre leur fabrication. Elles l'ont peu à peu reprise depuis, dans des conditions difficiles, et, si je suis bien renseigné, elles réussiraient aujourd'hui à produire toutes ensemble quelque chose comme 700 à 800 voitures industrielles (poids lourds) par mois. Seulement, ces voitures, qui pourraient servir, jusqu'à un certain point, à pallier la crise des transports, le public n'est pas admis à en faire son profit, vu qu'elles sont réquisitionnées automatiquement au fur et à mesure pour les besoins de la Guerre.

D'où la nécessité pour les commerçants, les industriels, les agriculteurs, à qui chevaux et voitures, ne l'oublions pas, font défaut, de s'adresser aux fabricants américains. Voilà comment l'Amérique est en train, peu à peu, de prendre possession du marché national, sur lequel, pour peu que cela continue, elle règnera sans partage à la fin de la guerre, consacrant ainsi la ruine irrémédiable d'une industrie essentiellement française, née en France et n'ayant pas pu contribuer au prestige et à la fortune de notre pays.

Il y aurait pourtant un moyen bien simple de prévenir ce danger. Ce serait que, sur les 700 ou 800 châssis qui sortent mensuellement des usines françaises, il en fût distrait un tiers ou un quart pour les besoins de la vie civile, de façon à permettre aux particuliers (dont beaucoup travaillent pour l'armée) de recevoir et d'expédier, de façon aussi à faciliter la résurrection de certains services publics de marchandises et de voyageurs dont la suspension laisse en sommeil, depuis dix-huit mois, des régions entières.

Il va de soi que les exigences de la guerre doivent passer avant tout. Personne ne le conteste. Mais ces exigences ne doivent pourtant pas aller jusqu'à la paralysie générale de ce qui est en dehors d'elles. Il suffit qu'elles soient satisfaites. Or, elles le sont, puisque, sans parler des nombreuses autos employées à promener des personnes qui n'ont de militaire que les affectations, l'administration de la Guerre vous en louera tant que vous en voudrez, à bon prix.

Il ne faut pas nous y tromper : la reprise des affaires, la renaissance économique, la réfection de l'outillage sont aussi des facteurs — et des facteurs essentiels — de la victoire finale.

Emile Gautier

LE CREUSOT ET LES BOCHES

Il est de notoriété publique qu'avant la guerre les Hauts Fourneaux et Acieries de Caen appartenaient aux Allemands. Leur représentant, Thyssen, était parvenu à mettre la main sur toutes nos terres rouges de Calvados et à en extraire le riche minerai destiné à être transformé en obus de tous calibres pour des fins que nous apercevons depuis vingt mois. Au début de la guerre, le gouvernement

fit de louables efforts pour mettre la main sur cette riche affaire, mais, pour des raisons qui nous échappent, il n'y put parvenir. Le Creusot fut plus heureux puisqu'il nous fait savoir aujourd'hui qu'une firme nouvelle, exclusivement française, est en fin constituée. Réjouissons-nous.

Toutefois on nous affirme que, dans le nouveau conseil d'administration, les trois membres qui appartenaient à l'ancien. Qu'est-ce à dire ? Les boches ne seraient-ils pas coupés entré l'ancienne société et la nouvelle ?

Pas d'offensive Germano-Bulgare contre Salonique

Depuis quelques jours, les rencontres se généralisent entre les patrouilles alliées et de petits détachements germano-bulgares sur tout le front de Macédoine, en particulier dans le secteur Guevgueli-Petrich. En certains points, de véritables combats ont eu lieu et l'artillerie est entrée de part et d'autre en action. Par tout l'avantage est resté aux Anglo-Français.

En même temps, des informations d'Athènes ont signalé des mouvements de troupes allemandes en arrière de la frontière grecque, l'arrivée de gros convois de matériel et de munitions et une concentration vers Doiran des corps bulgares du général Theodorof. Toute la presse germanisée d'Athènes annonce à cor et à cri, depuis le 15 mars, que les Germano-Bulgares se disposent à donner enfin l'assaut au camp retranché de Salonique. Les journaux officiels de Sofia publient, depuis la même date, des articles belliqueux qui semblent véritablement calqués sur ceux de leurs confrères d'Athènes.

La manœuvre est tout à fait dans le goût allemand, mais toute cette levée de portepennons, tous ces gestes de matamores ne changeront rien à la situation, et jamais Salonique n'a couru moins de risques d'entendre le canon ennemi. Ce n'est pas lorsque toute l'attention allemande se porte vers le front de la Meuse et les lignes de Courlande, lorsque l'attitude roumaine préoccupe d'autant plus les Bulgares qu'ils ne peuvent plus du tout compter sur l'appoint des forces turques pour défendre leur frontière du Danube, que les uns et les autres envisagent, en nous attaquant, l'éventualité de se mettre un nouvel adversaire sur les bras.

En réalité, comme je l'indiquais ici même il y a quelques jours, il n'y a plus devant nos lignes de Macédoine qu'un simple radeau de troupes bulgares, appuyées par quelques formations allemandes composées d'hommes de qualité tout à fait médiocre. Tout ce que l'Allemagne avait envoyé en soldats et en artillerie, sur le front balkanique en a été retiré depuis plusieurs semaines et expédié contre nous. Quant aux armées bulgares, elles attendent, concentrées dans l'intérieur du pays, l'attaque que le gouvernement de Sofia redoute à la fois vers la Macédoine et vers le Danube. Non seulement il n'est pas question que les Bulgares nous assaillent, mais leur grande crainte est que nous les attaquions. Les points que tentent en Macédoine, depuis une dizaine de jours, leurs éléments avancés ne sont que des coups de sonde destinés à faire, si possible, découvrir à l'état-major bulgare les intentions des Alliés et leurs éventuelles préparations d'offensive.

L'angoisse des conséquences de cette offensive, que la Bulgarie devrait arrêter seule, perçue à travers les déclarations de plus optimistes de tous les hommes d'Etat bulgares et les plus risibles radomontades de leur presse. C'est que tous savent non seulement que l'armée bulgare n'est pas de taille à tenir tête aux armées franco-anglaises de Salonique, plus nombreuses, mieux commandées, mieux pourvues de matériel, mais que les Roumains attaqueraient aussitôt à revers les forces bulgares occupées sur le front de Macédoine — à moins que ce ne soient les Roumains qui commencent. De toute façon, le jour où s'engagera le duel, la Bulgarie sait qu'elle devra faire face de deux côtés à la fois. La perspective n'a rien de réjouissant pour ceux qui s'étaient flattés que la protection allemande les préserverait jusqu'au bout du châtimant.

La démobilisation partielle de l'armée grecque nous prouverait encore, s'il en était besoin, combien la Bulgarie est loin de songer à une offensive en Macédoine. Quelles que soient, en effet, les sympathies allemandes de certains des gouvernements occasionnels de la Grèce, l'état des esprits leur interdirait de songer à un désarmement, si partiel fût-il, tant que subsisterait la menace d'une entrée des soldats bulgares sur le sol national. Dans une suprême tentative d'échapper ainsi à la banqueroute qui la guette, la Grèce renvoie dans leurs foyers la moitié de ses régiments, s'en remettant aux forces alliées du soin de protéger ses frontières.

C'est reconnaître à la fois que les Alliés sont assez forts pour briser toute attaque et que cette attaque n'est pas près de venir des Bulgares.

Henri Pozzi

Le travail à domicile

Le comité départemental de salaires de la Seine a fixé à 50 centimes de l'heure ou à 5 francs par journée de travail de dix heures le taux minimum du salaire des ouvrières travaillant chez elles pour l'industrie du vêtement.

Le conseil supérieur de la marine marchande

Le Journal officiel publie ce matin Marine : Décret aux termes duquel les anciens sous-secrétaires d'Etat ayant dirigé les services de la marine marchande sont nommés membres de droit du conseil supérieur de la marine marchande. Décret aux termes duquel sont nommés membres du même conseil MM. Félix Roussel, président de la Compagnie des Messageries Maritimes ; Cablat, administrateur principal de l'Inscription maritime ; Mar-

"L'Œuvre" des Réfugiés

SOUVENIRS ET NOUVELLES DES PAYS ENVAHIS

LA RÉPARATION des dommages de guerre

Voies et moyens

L'Œuvre s'est empressée de rendre compte, dès lundi dernier, de la très importante réunion tenue, la veille même, au Trocadéro, par la Fédération des Sociétés départementales de réfugiés à Paris : réunion très importante, au triple point de vue des questions traitées, des orateurs qui ont occupé la tribune et des résolutions adoptées. De celles-ci nous avons fait connaître le texte, tel que l'a voté l'assemblée, et tel d'ailleurs que l'avait préparé et arrêté le comité de la Fédération. C'est, en somme, l'affirmation nouvelle et formelle du droit, maintenant reconnu et proclamé, que possèdent tous les sinistrés à la réparation intégrale des pertes qu'ils ont éprouvées du fait de la guerre. C'est une invitation pressante au gouvernement et au Parlement de s'entendre, pour régler au plus vite les conditions dans lesquelles se ferait cette juste réparation. C'est enfin une prière adressée aux Pouvoirs Publics pour que les commissions locales qui auront à évaluer les dommages soient composées — autant que possible — de personnalités compétentes, ayant, au même degré, le double sentiment de la grandeur de l'œuvre à laquelle elles sont appelées à collaborer, et des responsabilités qu'elles assument.

Evidemment, ce sont là des questions de toute première importance, et qui devaient venir aussi en première ligne d'examen : il fallait d'abord, afin de ne pas exposer trop de malheureux à la douloureuse épreuve des espoirs déçus, déterminer exactement ce qui serait entendu par *dommages*, et sur quoi, et sous quelle forme, et dans quelle mesure porterait cette réparation, dite intégrale. Ne s'agirait-il par exemple que de pertes purement matérielles ? Tout le problème se réduirait alors à la reconstruction d'une maison, d'une ferme, d'une usine, avec rachat d'un nouveau matériel de culture, ou d'un nouvel outillage industriel. Non ! à côté de ces dommages tangibles, il en est d'autres de caractère différent et d'évaluation plus délicate : dommages moraux qui ne sont point à négliger. Un homme peut n'avoir personnellement perdu ni maison, ni mobilier, ni bétail, ni rien de ce qui se voit, se touche et se mesure, et pourtant se trouver néanmoins, de par la guerre, réduit aux conditions de la plus précaire existence. Va-t-on se borner à lui dire : « C'est très malheureux pour vous, mais nous n'y pouvons rien ; allez à l'hôpital ! » Ceux-là sont aussi des sinistrés de la guerre ; la Fédération a donc pensé et elle a fait décider qu'à ce titre ils avaient droit, eux aussi, à réparation. Mais, dire : « On réparera », c'est bien vite fait, et c'est bien vague ! Où ? Sous quelle forme ? Dans quelle mesure ? Comment ? Sur quelles ressources et par quel moyen ? Nous ne voyons pas qu'on s'en soit jusqu'ici préoccupé. Il y a là comme un pas qu'on semble hésiter à franchir. « Affaire au Gouvernement et au Parlement », déclare le Comité ! Nous ne voulons pas

empiéter sur leur terrain : nous les attendons. »
Braves gens ! Si vous attendez l'initiative du Gouvernement et l'action du Parlement, vous courez grand risque d'attendre longtemps encore, et vous n'avez pas l'air de vous en inquiéter ; vous n'avez même pas l'air de vous en douter ! Vous croyez avoir rempli votre rôle et fait tout votre devoir, en remettant aux Pouvoirs Publics, et en leur faisant même accepter le programme de vos doléances. Ils connaissent maintenant vos besoins, vos désirs ; ils savent ce que vous espérez d'eux et ils vous ont dit qu'en effet vous pouviez tout espérer. Vous estimez que le reste les regarde. Peut-être, oui, théoriquement ; peut-être, en temps normal et en pure correction administrative, un départ pourrait-il se faire entre les deux programmes : celui de la demande, qui vous appartient, et celui des réalisations, qui appartient au Gouvernement. Mais nous ne sommes pas en temps normal, et c'est pousser vraiment trop loin l'outrance des hyperboles que d'attribuer à un ministre Viviani-Briand-Malvy ou à un ministre Briand-Malvy-Viviani, quelques points communs avec la plus lointaine providence ! Non ! sous quelque couvert qu'il fonctionne, le ministre entrevoit trop bien les difficultés de la tâche pour ne pas être heureux du répit que vous lui laissez et rompre de lui-même cet état de béat *farniente*. Il n'agira que si vous le forcez à agir. Forcez-le donc et hâtez-vous de lui imposer cette contrainte.

Le temps passe ; il ne faudrait pourtant pas vous trouver en face de nouvelles surprises sur un nouveau terrain. Il n'y en a eu déjà que trop, sur d'autres ! On paraît perdre un peu de vue que tout programme d'action comporte nécessairement un dernier chapitre dont le titre d'ailleurs invariable est celui-ci : *Voies et moyens* ! C'est-à-dire : Vous savez ce que vous avez à faire, mais vous ne savez ni comment ni avec quoi vous le ferez. Vous n'en savez pas le premier mot. Ne craignez-vous donc pas de vous trouver un jour, prochain peut-être, plus prochain même qu'on ne le croit généralement, comme des ouvriers ayant amené à pied d'œuvre des matériaux considérables, mais au dernier moment empêchés de s'en servir, parce que, les uns attendant les autres, on s'est arrêté à ce chapitre final des voies et moyens ; parce qu'on ne sait encore — et on ne le répètera jamais trop — ni ce qu'on doit faire ni comment, ni avec quoi.

« Ne fallait-il donc pas savoir d'abord en face de quels besoins on se trouverait ? » ne manquera pas de nous répondre tous les modernes Pangloss. Eh oui ! sans doute ; nous ne discuterons pas là-dessus ; mais cette première étude est faite, maintenant. Si l'on ne connaît pas encore exactement l'étendue des dommages à réparer, on est du moins fixé sur leur nature, sur leur caractère, et il est entendu que la réparation doit être générale et intégrale. Abordez donc à présent ce chapitre des « Voies et Moyens » et abordez-le de façon pratique, non pas en vous remettant au Gouvernement du soin de préparer un projet, mais en lui apportant vous-même un projet tout préparé, et en l'invitant à se prononcer sur son application. Tout dans ce travail ne sera peut-être pas parfait ; des erreurs au-

ront pu s'y glisser ; on y relèvera sans doute des négligences et des oublis. C'est possible. C'est même probable. Mais on se trouvera du moins en face d'un élément précis de discussion, sur cette question de l'exécution, sur la question capitale des : *Comment et des : Avec quoi ?* C'est là, à notre sentiment, le seul procédé pratique pour arriver promptement à la solution nécessaire qui consiste à mettre Gouvernement et Parlement en face d'un projet de réalisation, en les invitant à répondre à l'interrogation ainsi posée : « Qu'est-ce que vous en pensez ? » Autrement il y aura encore d'importantes réunions ; on entendra encore de fort intéressants discours, on affirmera à nouveau de très fermes résolutions... et on aura continué à piétiner sur place.
Et il faut pourtant aboutir !
Le chapitre des Voies et Moyens, c'est l'épée mise sur la gorge du ministre et du Parlement. Puisque, chez nous, il faut en arriver là avec eux, qu'on y arrive donc, et le plus tôt possible !

A. Cortillot

M. Sembat et l'alcoolisme

La vingt-quatrième matinée nationale a été donnée hier dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne au profit de l'Œuvre des « Pupilles de l'École », sous la présidence de M. Marcel Sembat. Le ministre des travaux publics a prononcé une allocution souvent applaudie dont nous citerons les passages suivants :

Aujourd'hui nous arrivons les ministres italiens et les ministres anglais ; hier, nous acclamions le prince royal de Serbie et le chef du gouvernement serbe. Je crois que les rapprochements cimentés par le sang versé en commun seront durables. Entre autres, je crois à un rapprochement très étroit entre les Anglais et les Français. Mon éminent ami Edouard Vaillant y voyait avec raison le plus précieux bienfait, parmi tant de désastres, de la catastrophe présente. Les Anglais nous aident à comprendre la liberté ; leur exemple nous entraîne aux entreprises économiques audacieuses et vastes.

Puis M. Marcel Sembat se demande si les rapprochements scellés par le sang seront durables entre nos alliés et nous, le seront-ils moins entre les Français ? Non, pense le ministre. Sans doute, après la guerre, partis et classes reprendront leurs luttes, mais il est impossible que tout disparaisse de l'étroite confraternité des tranchées. L'union sacrée demeure solide au Parlement et dans la presse, mais c'est sous le feu qu'elle est complète. Dans les tranchées, l'union sacrée ne vieillit pas. Elle est toujours à l'état naissant. Née de l'action, elle durera, après la guerre, par l'action.

Ainsi, c'est l'action et les nécessités de l'action qui nous guident. Tout doit plier devant elle. Or la première nécessité, l'action fondamentale, c'est que la France vive ; vivait-elle, avant la guerre, d'une vie assez intense sur tous les points de son territoire ? Il y avait des régions entières où la population se raréfiait. Par quelles causes ? L'alcoolisme, a-t-on dit. Oui, certes ! Mais pas l'alcoolisme tout seul ! Le Code civil y était bien aussi pour quelque chose : il fallait combattre un tel fléau, même aux dépens du Code.
Ce n'est pas que je veuille éviter l'autre problème, l'alcoolisme. Vous m'accuseriez de timidité parlementaire. Soyez tranquilles : les paroles mentales sauront prendre les mesures qui s'imposent ! Mais si vous trouvez, malicieusement, qu'il leur faudrait pour cela bien du courage, croyez-vous qu'à vous tous, qui dénoncez l'alcoolisme, il en faudra moins ? Oh ! si vous ne vous bornez pas à souscrire à une ligne antialcoolique, si vous voulez sérieusement extirper l'alcoolisme, vous serez entraînés plus loin que vous ne croyez. Faisons notre examen de conscience ! Pourquoi évitons-nous si aisément le vice d'ivrognerie qui fait tant de ravages dans nos camps,

gnés et nos faubourgs ? Est-ce l'effet de notre vertu seule et de notre austerité ?
Non ! puisqu'elles nous défendent mal contre d'autres entraînements. Mais nous ne sommes pas tentés par l'ivrognerie, car nous avons chez nous d'agréables demeures, et nous connaissons les plaisirs intellectuels. Mais le peuple des faubourgs est confiné en des taudis, où la vie de famille est impossible, et d'où il s'évade chez le marchand de vin. Nul ne s'occupe assez de lui ouvrir l'accès aux plaisirs intellectuels, qui d'ailleurs exigent quelques loisirs et de courtes journées de travail.
M. Marcel Sembat a terminé en montrant les conséquences sociales qu'aurait la lutte à fond contre l'alcoolisme.

LES BOCHES CHEZ NOUS

Constations apportées par M. Gaudin de Villaine à la tribune du Sénat et enregistrées à l'Officiel :

« A l'heure même où semble se faire plus violente et plus meurtrière l'offensive allemande, contenue d'ailleurs victorieusement par nos héros héroïques soldats, après dix-neuf mois de la plus horrible des guerres, il reste d'après les statistiques officielles :

« 1° Rien qu'à Paris seulement, vingt-trois mille étrangers s'étant déclarés sujets des pays alliés, parmi lesquels se trouvent beaucoup d'anarchistes et de réfractaires aux lois militaires ;

« 2° Cinq cents Allemands, Autrichiens, Bulgares, Turcs ou étrangers se disant Tchèques, Alsaciens, Polonais, Arméniens, etc., qui ont des permis de séjour ;

« 3° Vingt-sept mille dossiers d'étrangers suspects, dont quarante-deux (et pas un seul à Paris) ont déjà été condamnés pour leurs relations avec nos ennemis. »

Voilà les chiffres qui ont été affirmés par un homme public et qui n'ont pas été contestés. Le moins que l'on en puisse dire, c'est qu'ils sont scandaleux. Ils causeront une douloureuse stupeur à ceux qui défendent la France aux tranchées, à ceux qui, à l'arrière, pleurent leurs enfants tués par l'ennemi dont les espions vivent ainsi librement parmi nous !

Par ailleurs, on pourrait, à la statistique de M. Gaudin de Villaine, apporter de nombreuses contributions. Pour ma part, je connais un immeuble dans lequel demeure paisiblement, en dépit de la guerre et de toutes les réclamations, une famille et un domestique allemands. Récemment, j'ai signalé à la police la présence d'un Allemand qui avait le toupet de visiter, pour leur proposer « des affaires », de nombreuses personnalités. On m'a répondu — après enquête — qu'il avait un fils sous les drapeaux, auxiliaire dans quelque magasin du Centre et qu'en conséquence on n'y pouvait toucher !

Il y a vraiment une protection occulte qui plane sur tous les Boches naturalisés ou non — c'est tout comme ! — qui pullulent à Paris !

M. M.

A la Société des Gens de lettres

La Société des Gens de Lettres a tenu hier son assemblée générale annuelle qui, en raison des circonstances, a eu un caractère particulièrement émouvant. M. Georges Lecomte, président, dont les pouvoirs expiraient et ne pouvaient être renouvelés, les statuts s'y opposant, a été l'objet d'une manifestation chaleureuse de la part de ses confrères qui ont ainsi rendu hommage au zèle et à l'activité dont il a fait preuve depuis les débuts de la guerre. L'assemblée a écouté ensuite avec émotion les noms, hélas nombreux, des membres de la Société morts au champ d'honneur. Enfin, elle a vigoureusement applaudi lorsque l'abbé Wetterlé a été élu membre du comité à l'unanimité des suffrages.

L'« Œuvre » militaire Les soldats domiciliés à l'étranger

On a, dès le début de la guerre, donné la franchise postale aux militaires. Cette libéralité s'imposait, en dépit de toutes les critiques dont elle a été l'objet et de l'encombrement qu'elle a provoqué au début : c'est bien le moins que les hommes qui se battent puissent donner gratuitement des nouvelles à leur famille. Cette excellente mesure, pourquoi ne l'a-t-on pas étendue aux militaires dont le domicile est à l'étranger et dont la famille y est restée ?

Ils sont nombreux, dans cette condition. La plupart, dès le premier appel, ont tout quitté pour venir secourir la patrie en danger. Aujourd'hui, chaque fois qu'ils écrivirent chez eux, il leur faut dépenser cinq sous, une journée de solde ; le prix d'une autre journée encore pour que les êtres aimés, la femme, les gosses, puissent leur répondre ! Ne pourrait-on pas, par une entente entre les différents pays, au besoin par un forfait que chaque gouvernement, en ce qui concerne ses propres nationaux, prendrait à sa charge, assurer à ces hommes et à leur famille la franchise postale ?

Autre chose : beaucoup d'entre eux, pour payer leur retour en France, ont épuisé en frais de voyage leur maigre pécule. Il leur est à peu près matériellement impossible de s'en faire rembourser. Les règlements stipulent que, pour cela, il leur faut justifier « ne pas posséder les ressources suffisantes pour supporter les frais de voyage ». Et quand ils veulent produire cette justification, on leur répond — quand on leur répond — qu'ils ne peuvent prétendre à la fournir, puisqu'ils ont pu réussir à acquitter ces frais !

Evidemment, on ne leur a pas donné leur ticket de chemin de fer ou de bateau sur leur bonne mine, mais c'est bien souvent avec le pain de la femme ou des enfants qu'ils l'ont acquitté. Et, au moment où le chef de famille a tout laissé pour venir remplir son devoir, il lui a fallu, pour payer son voyage, emporter tout l'argent de la maison ; c'est la détresse, c'est la misère qui l'ont remplacé à son foyer !

Cette catégorie de soldats est particulièrement à plaindre. Qu'on leur accorde la franchise postale et qu'on leur rembourse les frais de voyage qu'ils ont exposés ; c'est bien le moins qu'on puisse faire pour eux !

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

Henri Deroide. — C'est exact. 1° Exiger, non. Demander, oui. 2° Circulaire du 30 juin 1915 ; 3° Bulletin officiel du ministère de la guerre. 4° Général commandant la région.

E. H. L. R., 15037. — 1° Non. 2° Non.

H. Bagros 7785. — Vous n'avez pas droit, si ce n'est pas spécifié sur votre signification de réforme.

A. P. — Régulièrement oui. Vous deviez repasser.

A. T. 75628. — Pour la médaille, adressez une demande au général commandant le département de la Seine. Pour avoir du travail, adressez-vous à l'Office national de placement des réformés, 95, quai d'Orsay, Paris.

2962. — Votre camarade doit écrire à la mairie de cette femme en déclarant qu'il n'est pas son ami.

A. B. 40, Menton. — Demandez, par la voie hiérarchique, à la direction de l'aéronautique. Si vous n'êtes pas incorporé, remettez la demande à la gendarmerie.

Pat. 18.0. — Un décret est à la signature stipulant qu'ils auront droit à 0 fr. 25 en plus des 2 fr. 50. Ils ne recevront ces 2 fr. 50 que s'ils couchent et mangent chez eux.

FEUILLETON DE L' « ŒUVRE » du lundi 27 mars 1916

Les Mystères de Corneville

ou L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRÈTS

DU DEUXIÈME BUREAU

III

LE RECORD DU CAMOUFLAGE

— Non ! Je voulais enlever le postiche, les caronnages, tout le fourbi qui maquille une cafetière d'espion boche !
— Vous avez pu vous convaincre que tout est vrai !
— Que tu dis !... Mais on sait que le record du camouflage, vous le détenez, en Bochie !... J'avoue que la barbe est bien collée ! Nous n'avons pas de celles pareilles en France... Jusqu'à présent, du reste, nous ne vous sommes supérieurs en industrie que par le 75, ce qui est déjà coquet... Enfin, quoi ! Si tu n'étais pas Burgenstaub, tu m'aurais déjà montré les papiers ! En as-tu ?
— Parbleu !
— Bon ! je verrai ça au Dépôt !... Ici,

il fait noir comme dans l'âme à ton kaiser !

M. Perrussel en chancela sur ses jambes. Quoi ! on allait le fouiller ? Mais alors, on trouverait sa carte d'électeur, des enveloppes à son adresse. On saurait qu'il était M. Perrussel, ancien éditeur, père de famille modèle, notable du VIII^e ! Mieux valait laisser croire, — jusqu'à nouvel ordre, — qu'il était Burgenstaub. Dans son affolement, il voyait son arrestation occuper la presse, et son portrait accolé à celui d'Hélène, en première page des quotidiens de « grande information », avec les légendes obligatoires : *Scandale bien parisien. Pris pour un Boche !... Une soirée d'amour qui finit moins bien qu'elle n'avait commencé...*

A la hauteur de Saint-Augustin, il aperçut l'orifice d'un égout. Fouillant dans la poche intérieure de son veston, il en tira la liasse de ses papiers d'identité et la lança, d'un geste rapide, dans le gouffre au fond duquel bouillonnait le torrent alimenté par l'orage du matin.

— Mille trompettes ! fit Radingois ahuri, mais furieux, on avait donc à se débarrasser de choses compromettantes ? On a essayé de couper au conseil de guerre, probable ! On te repincera au tournant, mon gaillard ! Les mains hors des poches, à présent, j'vas te passer les menottes, puisque tu fais tes farces !

Et il lui passa bel et bien les menottes à la croisée du boulevard Haussmann et du boulevard Maiesherbes, en face d'un immeuble où demeuraient les parents d'un jeune homme qui avait demandé en mariage Marthe, l'ainée des demoiselles Perrussel. M. Perrussel avait même réservé sa réponse d'un

air digne, se promettant de prendre de plus amples renseignements sur une famille dont Mme Perrussel s'était engouée, peut-être à la légère.

Certes, M. Perrussel eût préféré que l'opération qui consistait à lui cercler les poignets de deux bracelets d'acier réunis par une chaîne se fit un peu plus loin. Mais il se dit qu'il ne fallait pas être trop gourmand. Il était déjà bien content d'avoir pu se débarrasser des papiers qui l'eussent tiré d'affaire en une minute, le temps de les montrer.

Don Juan novice et cinquantenaire, il ignorait l'indulgence de la police pour les débordements des justiciables d'une certaine classe ; il lui manquait l'habitude qu'ont certains clients des grands bars d'aller au poste tous les huit jours. Il n'eût fait qu'une bouchée de Radingois, en lui exhibant la preuve de ses relations dans la magistrature. Disons, d'autre part, à la décharge de M. Perrussel, qu'à la peur d'être mal noté dans son quartier se mêlait une certaine pudeur de confesser à un policier une passion vraie qui ne regardait que lui, et un secret qui appartenait nour moitié à Hélène.

Il fut héroïque et stupide jusqu'au bout. Sur le boulevard du Palais, au moment d'être engouffré dans le Dépôt, songeant à l'inquiétude qu'auraient sa femme et ses filles, en ne le voyant pas rentrer, il aggrava son cas en proposant à Radingois, d'un ton ferme qu'il jugea de nature à impressionner l'agent :

— Assez de blagues comme ça, voulez-vous ? Cinq cents francs pour vous, si vous me lâchez !...
— Touchables à l'ambassade d'Allemagne à la fin de la guerre, n'est-ce

pas, fripouille ? riposta Radingois, incorruptible.

— Touchables tout de suite ! insista M. Perrussel.

— C'est ma botte qui va te toucher quelque part, si tu continues. Corruption de fonctionnaire ! Ça te manquait pour être fadé... Ah ! pourtant !... fit-il, comme se ravissant.

— Quoi ? s'éperra M. Perrussel, hâletant.

— Tu rendrais l'Alsace et la Lorraine, là, tout de suite, on pourrait peut-être s'entendre !

Et Radingois poussa son « client » à l'intérieur du Dépôt. Une porte avait paru s'ouvrir d'elle-même devant eux.

Au guichetier, qui la ferma quand ils furent entrés, Radingois expliqua brièvement, en passant :

— C'est un Boche !... Et camouflé !... Ah ! mon vieux ! J'ai jamais vu ça !... La nature elle-même !... Ils sont forts !... Et organisés, donc !... Y a des choses qu'ils camelotent ! Mais il y en a d'autres, c'est d'un soigné !...

IV

EN ROUTE POUR LE CAMP

A huit heures cinquante, le lendemain matin, l'express de Lisieux, représenté par un certain nombre de fourgons à bestiaux bondés de réservistes allant rejoindre leurs corps, parlait de la gare Saint-Lazare avec quarante-huit minutes de retard.

Les places de luxe étaient figurées par une voiture de troisième classe. L'un des compartiments contenait Radingois et son prisonnier.

— On mangera un morceau en route,

à un buffet ! avait proposé le premier.

Le Dépôt, archibondé de Boches, avait refusé de les recevoir. Tous deux avaient donc gagné la gare Saint-Lazare et passé la nuit dans une salle d'attente, au milieu de poilus variés dont le plus grand nombre avait bu à la victoire d'une façon immodérée. Ils voulaient la victoire complète. Pour l'instant, ils étaient comme elle.

M. Perrussel n'avait pas fermé l'œil de la nuit. Sa situation n'avait pas changé. Son entêtement non plus.

« Ma femme est inquisite, pensait-il, mais elle ne sait rien ! »

En route, une idée naquit en son cerveau : envoyer à Mme Perrussel un télégramme à l'insu de son gardien. Il voulait lui dire qu'il était parti en voyage inopinément, que « lettre suivait ». Ce n'était pas commode. Il fallait trouver un moyen. Heureusement, il n'avait que cela à faire.

Dans la vie courante, à Paris, un homme porté normalement mille préoccupations en lui. M. Perrussel n'en sentait plus peser qu'une seule sur ses épaules. Il en déduisait qu'un soulagement total se ferait sentir dans son économie dès qu'il aurait trouvé le moyen d'expédier une dépêche. Son aventure avait un bon côté.

Il lui fallait rédiger un brouillon de dépêche et le confier à un employé qui recopierait et expédierait pendant que Radingois irait au buffet.

Il découvrit un crayon dans son gousset et se mit à jouer négligemment avec, ce qui fit cliqueter la chaîne des menottes et attira l'attention de Radingois sur ses desseins.

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

UN SUCCÈS... FRANÇAIS

Cette dernière séance du Reichstag vaut une victoire de nos armées. Elle complètera, avec la bataille de la Marne et la défense de Verdun, comme le plus grand succès remporté depuis le début de la guerre par la cause du droit et de la civilisation.

Vous rappelez-vous la joie manifestée, il y a quelques jours, par la presse allemande, à la nouvelle qu'un député français avait osé interpellier le gouvernement sur la question du haut commandement ? C'était le commencement de la fin, proclamaient tous leurs journaux, depuis la Tagliche Rundschau jusqu'au Vorwärts ; nous étions arrivés aux suprêmes limites de la résistance et notre découragement était tel que nous n'avions même plus la force de dissimuler...

Eh bien ! mais si nous comparions un peu notre situation parlementaire à la leur ? Chez nous, l'interpellation Accambray s'est terminée par un vote unanime de la Chambre. Chez eux, l'interpellation Haase a eu pour conclusion la scission de la sozial-démocratie et le geste courageux d'une vingtaine de députés socialistes rompant avec la politique criminelle des militaristes prussiens et affirmant le « désir ardent du peuple allemand d'arriver au plus tôt à la paix nécessaire ». Alors que, chez nous, M. Accambray s'était gardé de parler des causes de la guerre, se bornant à discuter l'opportunité de certains moyens, chez eux, c'est la responsabilité même de l'horrible conflit que M. Haase a voulu déterminer, et sa diatribe violente s'est attaquée sans pitié à la tyrannie gouvernementale et capitaliste.

Disons-le sans crainte d'être démenti : si, en France, un représentant du peuple s'était avisé de porter à la tribune le quart des accusations portées par M. Haase, ses collègues l'eussent infailliblement lapidé. Non que ce socialiste allemand soit de ceux qui déshonorent une assemblée, bien au contraire. Mais aucun élu de chez nous n'aurait pu tenir un tel langage, parce que les raisons qui nous ont dressés unanimement contre un féroc envahisseur sont de celles qui ne souffrent aucune espèce de discussion.

« Adieu l'union sacrée ! » s'écriait le Berliner Tageblatt du 21 mars. M. Theodor Wolff prévoyait-il aussi la séance du 24 mars, et l'expulsion de Haase, de Liebknecht, de Ströbel, de Ledebour, et de quelques autres du parti socialiste ?

« Et cela ne fait que commencer ! » observait, dans le même numéro, l'organe officieux de Berlin. C'est tout à fait ce que nous pensons.

Chez les socialistes allemands

M. Haase est flétri avec surabondance

Genève, 26 mars. — Les journaux berlinois flétrissent l'attitude de M. Haase.

La Kreuz Zeitung déclare que son discours est la chose la plus inouïe depuis le commencement de la guerre. La Deutsche Tageszeitung et la Tagliche Rundschau estiment que ce discours constitue un cas de haute trahison. En général, la presse exprime l'espoir que les socialistes éviteront la répétition de scandales pareils.

Le texte intégral du discours ne contient rien d'essentiel qui n'ait été déjà signalé par les dépêches, hormis le passage suivant qui mérite d'être retenu :

« Les nouveaux impôts, qui n'atteindront pas la fortune elle-même, mais la consommation et le commerce, entraveront l'activité de la bourgeoisie et du prolétariat. Le caractère de caste de l'Etat allemand se fait ainsi plus cruellement sentir maintenant qu'en temps de paix. Le gouvernement n'a pas su assurer les approvisionnements, il n'a pas su remplir ses diverses tâches. Le gouvernement avait déclaré remédier au mal après les mauvaises expériences de l'hiver passé, mais au contraire, il est arrivé que la crise s'est tant aggravée que dans la population règne la faim et l'inanition. »

Son groupe se constitue en fraction autonome

Berne, 26 mars. — Les dix-huit députés socialistes qui ont été exclus du groupe à la suite de la dernière séance publient, dans le Vorwärts, une déclaration officielle rappelant que leur exclusion a été prononcée par 58 voix contre 33 et 7 abstentions.

« Nous avons conscience, disent-ils, d'avoir agi conformément aux principes du parti et aux décisions du Congrès. Pour continuer à remplir notre devoir envers nos électeurs, nous sommes contraints de nous constituer en union socialiste du travail. »

D'autre part, la fraction majoritaire socialiste du Reichstag publie, elle aussi, dans le Vorwärts, une déclaration qui accuse M. Haase de manquement déloyal à la discipline.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Double jeu allemand

Copenhague, 26 mars. — Dans les milieux maritimes et financiers, on paraît craindre une recrudescence de la guerre sous-marine. Ainsi, à la Bourse, les actions des compagnies de navigation ont subi une baisse désordonnée.

Les milieux officiels, par contre, font état d'une prétendue déclaration de M. Ballin, selon laquelle les ordres donnés aux commandants de sous-marins et de torpilleurs par l'amiral von Tirpitz seraient rapportés.

Cette déclaration de M. Ballin met en lumière très nettement l'antagonisme qui sépare le chancelier et le grand-amiral. Mais il paraît en résulter que, malgré le départ de l'amiral von Tirpitz, la marine allemande continue à appliquer ses ordres.

Les récents torpillages en sont la preuve et la question se pose de savoir si M. de Bethmann-Hollweg aura assez d'autorité pour imposer ses vues à l'amirauté.

[Ou cette information n'a pas de sens, ce qui est probable, et alors le sens ne peut être que celui-ci :

Les rôles, en Allemagne, sont distribués entre les partisans des moyens extrêmes et les partisans des moyens mitigés. La fonction des premiers est d'opérer avec la plus inviolable rigueur ; la fonction des seconds est de faire savoir qu'ils désapprouvent la manière forte, qu'ils travaillent à l'abolir, qu'ils ont déjà démolit Tirpitz, mais qu'ils ont encore sur les bras l'Amirauté qui continue à se moquer d'eux. Les premiers procurent à l'Allemagne les profits de la guerre sous-marine ; les seconds prétendent lui en épargner l'odieuse. Les paquebots neutres ont affaire aux premiers qui les torpillent ; les diplomates neutres ont affaire aux seconds qui les berment.]

Sous-marin allemand coulé

L'Amirauté anglaise a fait savoir, par un communiqué du 25 mars, qu'un engagement naval a eu lieu le 29 février entre le Greif, croiseur auxiliaire allemand, et l'Alcantara, vapeur anglais armé, dont le tir a coulé le Greif, mais qui a été lui-même coulé par une torpille. Il y a lieu de compléter le récit de ce combat par la dépêche suivante :

Londres, 26 mars. — Une note officieuse annonça qu'à la suite du combat qui eut lieu le 29 février, entre l'Alcantara et un vaisseau allemand, un destroyer britannique coula un sous-marin allemand.

Communiqué russe

Pétrograd, 25 mars. — Sur le front de Riga, duel d'artillerie et de mousqueterie. Dans le secteur de Jacobstadt, nos éléments ont continué à développer leur succès au sud-est d'Augustinof ; ils se sont emparés, après un combat acharné, de la région organisée du village d'Iepuk et y ont soutenu plusieurs attaques et contre-attaques furieuses des Allemands.

Sur le front de la région de Dvinsk, nos éléments, consolidant par endroits le terrain conquis, continuent à avancer.

Dans la région au nord de Vidzy, nos troupes ont attaqué une position ennemie dans le secteur et au nord-ouest du lac de Sokly. Malgré les rafales du feu de l'ennemi, nos troupes ont forcé avec succès de nombreux barrages artificiels de l'adversaire. Les Allemands emploient des balles explosibles.

Au nord-ouest de Postava, nous avons arrêté par le feu opportin de nos batteries des tentatives de l'ennemi pour réparer, en profitant d'une tempête de neige, ses barrières démolies par notre feu.

Hydravions anglais sur la côte allemande

Londres, 26 mars. — L'Amirauté annonce que des hydravions anglais ont, hier matin, fait une attaque contre le hangar de dirigeables allemands du Sleswig-Holstein, à l'est de l'île Sylt.

Les hydravions ont été convoyés près de la côte allemande par une escorte composée de croiseurs légers et de contre-torpilleurs commandés par le commodore Tyrnült.

Trois des hydravions qui ont pris part au raid manquent.

Le contre-torpilleur Medusa est entré en collision avec le contre-torpilleur Laverock.

On craint qu'en raison de la tempête qui faisait rage la nuit dernière le contre-torpilleur Medusa ne soit perdu, mais on n'a aucune inquiétude au sujet de l'équipage.

Deux bâtiments patrouilleurs allemands ont été coulés par nos contre-torpilleurs.

Aucun compte rendu détaillé n'a encore été reçu, mais il semble, selon les informations publiées par les journaux danois, que l'objectif en vue a été atteint.

Le torpillage du "Sussex"

Le chiffre des passagers du Sussex, à son départ de Folkestone, n'est pas encore connu d'une façon exacte. D'après une dépêche de Londres adressée au New-York Herald, il y avait à bord 386 personnes et 50 hommes d'équipage. On compterait 250 personnes débarquées à Boulogne et 70, dont une douzaine de blessés, amenées à Douvres. Le chiffre des pertes serait donc sensiblement plus élevé que celui qu'on avait indiqué tout d'abord. On pense que l'explosion a causé la mort de 10 ou 12 personnes, mais la plupart des victimes ont péri au moment où l'un des canots de sauvetage a chaviré.

Nous avons donné, hier, les dépositions de M. Harg et de M. John Hearley, correspondant de l'United Press, de New-York, qui ont déclaré que le Sussex avait été torpillé sans avertissement. Tous les autres passagers américains ont confirmé leurs dires.

Tous les passagers, de quelque nationalité qu'ils soient, s'accordent à rendre hommage à l'habileté du commandant du Sussex, le capitaine Muffet, qui, grâce à la manœuvre faite au moment où il aperçut le sillage de la torpille, évita que son navire fût frappé au milieu, ce qui aurait entraîné sa perte. L'avant seul ayant été enlevé et les cloisons étanches ayant résisté, le Sussex a pu être ramené au port.

Le gouvernement des Etats-Unis a télégraphié à ses agents diplomatiques de faire une enquête approfondie sur le torpillage du Sussex.

Depuis hier, tout service entre Folkestone et Dieppe et vice versa est suspendu.

Nouvelles victimes

Londres, 26 mars. — Selon les journaux, deux personnes blessées dans l'accident du Sussex sont mortes à l'hôpital de Douvres. Ce sont M. Maurice Pankaert, sujet belge, et M. Giuseppe Gaja, sujet italien.

Une femme qui n'a pas été identifiée a également succombé ; elle portait une bague avec une inscription.

En outre, douze passagers, gravement blessés, se trouvent à l'hôpital de Douvres.

Chez les neutres

DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER

Le Volkrecht, de Zurich, raconte le trait suivant, dont nous lui laissons la responsabilité, mais qui n'a rien d'in vraisemblable :

A Coire habite un Allemand du nom de Soehner, professeur à l'Ecole de commerce de cette ville. Dans un local public, il entend un maître boulanger de la localité exprimer dans des termes non déguisés ses opinions personnelles sur les souverains en général, et celui de l'empire allemand en particulier. M. Soehner prit note avec le plus grand soin des expressions du boulanger de Coire et, quelques jours plus tard, il lui fit une visite pour lui mettre sur la conscience la grandeur de son crime. Il lui déclara, en outre, que son affaire était déjà pendante à la légation d'Allemagne à Berne et au consulat allemand de Davos. Il lui présenta en même temps un document ainsi rédigé et l'engagea vivement à y apposer sa signature :

« Le soussigné déclare regretter et retirer avec un profond repentir les expressions offensantes dont il s'est servi à l'égard de la maison impériale allemande le jeudi 23 décembre, à dix heures du soir, à l'auberge du «Franciscain», en présence de plusieurs personnes. Il prend l'engagement de ne plus se laisser aller, à l'avenir, à des actes de cette nature et à verser, comme expiation, une somme de cinquante francs au professeur Soehner pour en faire usage dans un but humanitaire. »

N.B. — S'il n'est pas prouvé qu'il y a eu crime de lèse-majesté, le délit d'escroquerie apparaît par contre nettement caractérisé.

PRISE D'ARMES AUX INVALIDES

Une prise d'armes aura lieu le jeudi 30 mars dans la cour d'honneur des Invalides pour une remise de décorations.

Les idées qui passent...

La Conférence

Au moment où les séances du Reichstag révélaient l'ébranlement, sinon encore l'époulement de l'Allemagne, la conférence des Alliés parait à M. Capus (Figaro) fertile en espoirs qui, cette fois, ne seront pas déçus :

Pour toutes sortes de raisons, la conférence des Alliés vient à l'heure. Les divisions du Reichstag lui sont une préparation admirable. Qu'il sorte de ce grand Conseil, ainsi que tout l'annonce, des résolutions fortes, peu de paroles, mais chargées de menaces, avec la certitude d'une prompt exécution ! L'Allemagne pourrait en recevoir, en ce moment où elle est déjà si profondément atteinte, une commotion qui acheverait son désarroi et précipiterait la défaite.

Le bluff de l'emprunt

On attend le discours de M. Helfferich avec une narquoise impatience. Va-t-il chanter victoire ? Ne pouvant se réjouir trop ouvertement d'un emprunt rien moins que brillant, va-t-il, à la tribune des Boches, entonner le « los » de feu Tirpitz, du comte Zeppelin, du kronprinz ou de M. de Hollweg ? L'emprunt est une « veste » (la Gazette de Francfort l'avoue sans embages), M. René d'Arail (Gaulois) le démontre fort clairement :

Dix milliards, sans doute, est un chiffre honorable ; mais dix milliards représentés pour les huit dixièmes en papier, c'est-à-dire par les titres du précédent emprunt sur lesquels l'Etat a avancé 75 0/0, par des titres de l'emprunt en cours sur lesquels on avançait 50 0/0, voilà qui diminue singulièrement la valeur intrinsèque du résultat.

M. Helfferich affirme, il est vrai, que l'Allemagne a désormais des disponibilités suffisantes pour couvrir le prochain semestre ; soit, mais il faut admettre en ce cas que les ressources secrètes, quelque formidable que soit la laine qu'elle tient soigneusement cachée. Ce n'est pas, en effet, avec dix milliards, dont deux milliards d'argent frais, qu'elle réussira à faire face pendant un semestre aux dépenses de la guerre qui s'élevaient à trois milliards par mois, ni à acquitter ses échéances à court terme qui arrivent à expiration et qui se montent à quatorze milliards.

Dix-neuf Boches coulés par les Boches

Du Journal de Bayeux : Il y a quelque jours, l'œuvre reprochait au Temps de faire de la réclame à une compagnie de bateaux qui, hollandaise de titre, le Deutschen Lloyd, avait eu de grandes sympathies pour l'Allemagne dont elle exportait les produits. Or, l'Allemagne vient de témoigner sa reconnaissance à la compagnie hollandaise en lui torpillant un de ses plus beaux paquebots, le Tumbatia, qui se rendait dans l'Amérique du Sud. Presque tout le monde à bord a été sauvé. Fait à noter : le paquebot portait dix-neuf Allemands.

L'appoint indispensable des forces alliées

M. Charles Humbert (Journal) développe une idée qu'il avait déjà esquissée. Voici, dit-il, qu'on appelle chez nous des hommes de quarante-huit ans, une partie de la classe 1888. On convoquera peut-être bientôt les auxiliaires des classes 90 et 89. Et les enfants de la classe 1917 sont aujourd'hui dans les dépôts, demain au feu...

Ces perspectives sont singulièrement impressionnantes.

Il nous faut des hommes pour combler les vides de nos armées, pour activer nos fabrications militaires, pour entretenir l'agriculture, le commerce, l'industrie. Il en faut au combat, à l'usine, aux champs, au comptoir, à l'atelier. Il en faut partout, pour que la France vive.

C'est à nos alliés, aujourd'hui, et non plus à nous seuls, de se poser le problème.

Je veux croire qu'il ne sera pas oublié à la

conférence qui va s'ouvrir à Paris. C'est la meilleure utilisation des ressources de tout ordre que vont discuter les délégués des gouvernements en lutte avec l'Allemagne. Il n'est pas de meilleure utilisation que de ménager avant tout les forces auxquelles il a été le plus demandé, la France a travaillé pour tous. Que tous, aujourd'hui, travaillent avec elle et pour elle !

La foire de Lyon

M. Edouard Herriot, sénateur du Rhône et maire de Lyon, expose dans l'Information les résultats grandement satisfaisants de cette foire d'échantillons, dont il a été l'organisateur :

Il s'agissait avant tout d'un acte patriotique. La France peut se réjouir que cet acte ait réussi. Mais, heureusement, la bonne action a été aussi une bonne affaire. Les acheteurs ont montré autant de patriotisme que les vendeurs. Les plus grandes firmes nationales ont tenu à honneur de nous encourager. Le maire de Lyon les en remercie de tout cœur. Il n'est pas de joie plus haute pour un homme public que de voir prospérer ceux qui se sont confiés à lui. Que sont les satisfactions d'intérêt personnel comparées à l'ardente satisfaction de voir affluer les commandes chez ses amis, chez ceux que son travail a protégés ? Sur le mouvement d'affaires total, je ne veux prononcer aucun chiffre ; j'ai même trop peur de me tromper et de tromper. Mais je sais plus d'un exposant qui a fermé son stand, ne pouvant plus prendre d'engagement après avoir accepté pour un million d'ordres.

« Et nous ferons mieux encore », conclut M. Herriot.

Jugés par la Hollande

Après le professeur Van Hamel, qui intitula son dernier article du De Amsterdammer « Bravo, France ! » voici un autre journal de ce pays, la Gazette de Hollande, qui nous fait connaître les sentiments inspirés à certains neutres par l'Allemagne :

Les Allemands ne nous ont jamais été, même avant la guerre, bien sympathiques. De tous temps, les Hollandais ont éprouvé à l'égard de leurs voisins de l'Est une certaine antipathie ethnique, nous dirions certaine physique. La guerre, ou plutôt la manière allemande de faire la guerre, a porté naturellement au comble cet état d'esprit germanophobe.

Étrange exportation

Les trois fameux vapeurs hollandais, l'Arp-Schoffer, l'Eika et le Breda, sont tous jours au Havre, où ils bénéficient d'un traitement de faveur. Leur place au port est retenue et gardée. La Lanterne nous apprend ceci :

Dans la première quinzaine de mars, ces navires ont quitté le Havre avec un gros chargement de café, d'alcool, de bois d'acajou, de voitures automobiles, de graines à ensemencher, d'huiles, de cacao et de caoutchouc.

Or, le café, les huiles minérales, le cacao et le caoutchouc sont marchandises interdites à l'exportation.

Pourquoi donc la douane du Havre autorise-t-elle la sortie de ces marchandises ? C'est un mystère que certains expliquent ainsi :

La douane serait couverte par des autorisations spéciales délivrées, à propos de chaque exportation de marchandise prohibée, par la direction générale des douanes du ministère des finances.

Que, parfois, une circonstance exceptionnelle ait pu faire accorder une autorisation spéciale, c'est-à-dire une dérogation à la règle des prohibitions, tout le monde l'admettra. Mais que des autorisations spéciales, ces dérogations aux prohibitions soient devenues la règle, et que nous tenions lettre morte un décret paru au Journal Officiel, surtout quand on a toutes raisons de croire que cet accord à une disposition réglementaire permet, aux Boches de faire durer la guerre, c'est là un fait intolérable sur lequel nous nous permettons, de la manière la plus sérieuse, d'attirer l'attention du gouvernement et des commissions parlementaires compétentes.

Arrivée des délégués anglais

La délégation du gouvernement de Grande-Bretagne à la Conférence des Alliés, composée de MM. Asquith, premier ministre, sir Edward Grey, ministre des affaires étrangères, lord Kitchener, ministre de la guerre, et Lloyd George, ministre des munitions, accompagnés de sir William Robertson, chef de l'état-major, des lieutenants-colonnels Fitz-Gerald et sir M. Hankey, du major Lucas et de M. O'Beirne, ministre plénipotentiaire, est arrivée ce soir à Paris.

Le train est entré en gare à dix heures exactement, accueilli aux cris de : « Vive l'Angleterre ! Vive la France ! » poussés par les nombreuses personnes qui se trouvaient sur les quais.

A leur descente de wagon, les délégués ont été salués par l'amiral Lacaze, ministre de la marine, MM. Denys Cochin, ministre d'Etat, Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des munitions ; Joseph Thierry, sous-secrétaire d'Etat de l'Intendance ; les préfets de la Seine et de police ; MM. Mithouard, président du Conseil municipal ; Pieron, ingénieur de la Compagnie du Nord ; etc.

La délégation a été conduite dans le salon d'honneur, où ont eu lieu les présentations. A leur sortie de la gare, les délégués ont été chaleureusement acclamés par une foule nombreuse.

Autour de Salonique

La population grecque se retire

Salonique, 25 mars. — A la Chambre, M. Dragoumis a déclaré que le gouvernement fera tout le possible pour activer le transport de la population qui habite dans la zone où des combats seraient imminents. Guevgueli, notamment, étant le point par où a lieu l'invasion des troupes des puissances centrales, la population de cette ville est par là même condamnée à subir les conséquences du choc.

Les Bulgares en territoire grec

Athènes, 26 mars. — La nouvelle des incursions bulgares en territoire grec cause une irritation dont la Nea Hellas se fait l'interprète dans les termes suivants : « Nos fameux amis les Bulgares sont sur notre sol évacués par l'armée hellénique. Ils modifient la frontière grecque à leur guise, établissent des fortifications, obligent nos paysans à quitter leur chaumières. La seule pensée que les Bulgares, par tous méprisés et haïs, occupent des villages grecs, où ils pilleront et violeront, suffit à combler d'indignation tous les Hellènes. »